



Contre l'apartheid, la colonisation et la guerre : intensifier la campagne boycott, désinvestissement, sanctions (BDS)

samedi 17 février 2024, par [CGT educ'action](#)

Depuis le déclenchement de l'offensive israélienne contre Gaza, la question de l'action syndicale en soutien à la cause palestinienne revient comme un sujet de premier plan dans nos organisations. Dès le mois d'octobre, nos camarades des organisations syndicales palestiniennes ont lancé un nouvel appel à leurs homologues internationaux pour mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes israéliens. Pour elles et eux, « (...) *cette situation urgente et potentiellement génocidaire ne peut être évitée que par une augmentation massive de la solidarité mondiale avec le peuple palestinien, capable de freiner la machine de guerre israélienne (...)*. » En conséquence, les syndicalistes palestinien·nes appellent à prendre des mesures immédiates pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du blocus.

Afin d'apporter son soutien à nos camarades, notre fédération décide de poursuivre sa participation à la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions aux côtés de BDS France. Initiée en 2005 par des membres de la société civile palestinienne, cette campagne pacifique est aujourd'hui plus que jamais d'actualité et d'utilité publique pour soutenir le peuple palestinien.

LE BOYCOTT SYNDICAL :

Les travailleuses et travailleurs Palestinien·nes font souvent les frais des efforts déployés par Israël pour miner l'économie palestinienne. **Les syndicats palestiniens exhortent les syndicats du monde entier à lancer des campagnes de boycott efficaces et à boycotter la Histadrout**, le syndicat israélien qui a joué un rôle clé dans la première colonisation de la Palestine par Israël et qui reste un acteur essentiel dans l'oppression des Palestiniens et des Palestiniennes par Israël. De plus, les Palestinien·nes d'Israël sont confronté·es à une discrimination systématique sur le marché du travail. De nombreux emplois ne sont accessibles qu'aux personnes ayant servi dans l'armée, ce qui exclut les Palestinien·nes de nombreux emplois.

LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE :

En tant qu'institutions, les universités israéliennes se rendent complices du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid entre développement de systèmes d'armes et de doctrines militaires déployés dans les récents crimes de guerre de l'État israélien, justification de la colonisation des terres palestiniennes, rationalisation du nettoyage ethnique progressif des Palestiniens autochtones ou discrimination systématique à l'encontre des étudiantes et étudiants « non-juif-ves ». **Pour mettre fin à cette complicité dans les violations du droit international, nous pouvons convaincre nos universités françaises de cesser tout partenariat institutionnel avec les universités israéliennes.**

LE BOYCOTT CULTUREL :

Israël utilise ouvertement la culture comme une forme de propagande pour blanchir ou justifier son régime d'occupation, de colonialisme et d'apartheid. **Les lieux et festivals internationaux sont invités à rejeter tout financement et toute forme de parrainage de la part du gouvernement israélien.** Les artistes israéliens et israéliennes qui reçoivent des fonds publics pour se produire à l'étranger signent souvent un contrat dans lequel ils s'engagent à « promouvoir les intérêts politiques de l'État d'Israël par le biais de la culture et de l'art, notamment en contribuant à créer une image positive d'Israël », renonçant ainsi à toute revendication de liberté artistique. Lorsque des artistes internationaux se produisent dans des lieux et institutions culturels israéliens, ils contribuent à créer la fausse impression qu'Israël est un pays comme les autres.

LE BOYCOTT ÉCONOMIQUE :

L'économie israélienne est très dépendante du commerce et des investissements internationaux, ce qui la rend particulièrement sensible aux boycotts économiques.

BDS France se fait le relai des décisions et des ciblage décidés par nos camarades palestiniens. Les campagnes contre les entreprises internationales et leur désinvestissement augmentent la pression exercée sur elles pour qu'elles mettent fin à leur complicité avec l'oppression des Palestiniens par Israël. **Le mouvement BDS appelle au boycott de tous les produits israéliens afin d'exercer une pression économique sur Israël.** Les entreprises internationales qui jouent un rôle clé dans la mise en place du régime israélien d'apartheid et de colonialisme de peuplement doivent également être ciblées.

Lire et télécharger l'intégralité du communiqué de la FERC-CGT (la Fédération des syndicats CGT de l'Enseignement, de la Recherche et de la Culture, dont la CGT Éduc'action fait partie) en cliquant sur la vignette ci-dessous :



**CONTRE L'APARTHEID, LA COLONISATION ET LA GUERRE :
INTENSIFIER LA CAMPAGNE BOYCOTT, DÉSINVESTISSEMENT, SANCTIONS (BDS)**

Dans le déclenchement de l'offensive israélienne contre Gaza, la question de l'action syndicale en soutien à la cause palestinienne revient comme un sujet de premier plan dans nos organisations. Dès le mois d'octobre, nos camarades des organisations syndicales palestiniennes ont lancé un nouvel appel à leurs homologues internationaux pour mettre fin à toute forme de complicité avec les crimes israéliens. Pour elles et eux, « L'J cette situation aggrave et péjore le climat géopolitique ne peut être évitée que par une agnostie absolue de la solidarité mondiale avec le peuple palestinien, capable de briser la machine de guerre israélienne ». En conséquence, les syndicalistes palestiniens nous appellent à prendre des mesures immédiates pour empêcher l'armement de l'État israélien et des entreprises impliquées dans l'infrastructure du bled.

Afin d'apporter son soutien à nos camarades, notre Fédération décide de poursuivre sa participation à la campagne Boycott, Désinvestissement, Sanctions aux côtés de BDS France, initiée en 2005 par des membres de la société

civile palestinienne, cette campagne pacifique est aujourd'hui plus que jamais d'actualité et d'utilité publique pour soutenir le peuple palestinien.

LE BOYCOTT SYNDICAL :

Les travailleuses et travailleurs Palestiniennes font souvent les frais des efforts diplomatiques par Israël pour miner l'économie palestinienne. **Les syndicats palestiniens exhortent les syndicats du monde entier à lancer des campagnes de boycott efficaces et à boycotter la Misadrouh**, le syndicat israélien qui a joué un rôle clé dans la première colonisation de la Palestine par Israël et qui reste un acteur essentiel dans l'oppression des Palestiniens et des Palestiniennes par Israël. De plus, les Palestiniens d'Israël sont confrontés à une discrimination systématique sur le marché du travail. De nombreux emplois ne sont accessibles qu'aux personnes ayant servi dans l'armée, ce qui exclut les Palestiniennes de nombreux emplois.

LE BOYCOTT UNIVERSITAIRE :

En tant qu'institutions, les universités israéliennes se rendent complices du régime israélien d'occupation, de colonialisme et d'apartheid entre développement de systèmes d'armes et de doctrines militaires déployés dans les terribles crimes de guerre de l'État israélien, justification de la colonisation des terres palestiniennes, nationalisation du patrimoine ethnique progressif des Palestiniens autochtones ou de discrimination systématique à l'encontre des étudiantes et étudiants « non juifs ». **Pour mettre fin à cette complicité dans les violations du droit international, nous pouvons censurer nos universités françaises de cesser tout partenariat institutionnel avec les universités israéliennes.**

Le Cour de cassation dans sa décision du 17 octobre 2023 confirme l'arrêt de la CEDH du 11 juin 2020 qui condamne la France pour ses décisions de justice concernant BDS et rappelle que cette campagne s'inscrit dans le cadre de la liberté d'expression protégée par l'article 10 de la convention européenne des droits de l'homme.
C'est donc une victoire totale pour le droit à mener également cette campagne pacifique sur tout le territoire !